

LES INDES ONT EU GANDHI, maintenant, avec Ganesh Man Singh, c'est enfin notre tour», s'est écrié dans un anglais ardu un vieux Népalais, gesticulant et criant parmi la foule en liesse qui envahissait *Durbar Marg* (l'avenue du Roi) à Katmandou, le 9 avril 1990. Après plusieurs semaines de tension et de violence entre les manifestants du mouvement pour le multipartisme et les forces de l'ordre, y compris plusieurs jours de couvre-feux complets, c'était la célébration de la victoire dans les rues ensoleillées de la capitale népalaise.

Quelques heures auparavant, après une fusillade par l'armée qui avait fait plusieurs dizaines de morts parmi les manifestants sur la même *Durbar Marg*, le monarque du royaume hindou du Népal, Birendra, avait annoncé la légalisation des partis politiques, illégaux depuis plus de vingt-cinq ans. Quant à Ganesh Man Singh, il était le vénérable et respecté chef du *Nepali Congress Party* (NCP), perçu par la plupart comme étant l'âme politique du mouvement pour le multipartisme. Bien que toujours clairement associé à un parti, Ganesh Man s'est efforcé de demeurer à l'écart des tractations électorales partisanes, ne luttant que contre les «adversaires de la démocratie».

La seule élection multipartite de l'histoire du Népal, celle de 1959, avait mené le NCP et son chef de l'époque, B.P. Koirala, à former le gouvernement de sa majesté pendant dix-huit mois. Le roi Mahendra, père de l'actuel monarque, avait par la suite répudié le multipartisme, pour finalement le remplacer par un régime sans partis, dit *panchayat*, au début des années 1960. En sanscrit, le mot *panchayat* signifie littéralement «conseil composé de cinq membres». Les *panchayat* villageois ont été créés comme instruments de gouvernement locaux par le biais desquels le palais s'assurait le contrôle du pays. En 1980, les résultats d'un référendum (qui favorisait le régime sans partis) ont suscité des accusations de fraude de la part des partis et c'est ce même régime corrompu qui est tombé sous la pression populaire le 8 avril.

S'inspirant en partie des succès de mouvements semblables en Europe de l'Est, les partis politiques népalais, clandestins ont lancé leur action concertée en février 1990. Les heurts avec la police d'abord, puis avec l'armée, sont allés en augmentant ; même après la victoire du multipartisme, le nouveau gouvernement a dû maintenir les couvre-feux (nocturnes) dans la capitale pendant plusieurs jours. Il y a maintenant quarante-trois martyrs officiels du mouvement, et le gouvernement est à compléter les enquêtes relatives à d'autres personnes disparues ou tuées durant la même période.

Quelques jours après la légalisation des partis politiques, un gouvernement intérimaire pluraliste a été formé et il a reçu pour principale tâche de proposer une nouvelle constitution et d'organiser des élections. Comme dans le cas de Havel en Tchécoslovaquie, la plupart des ministres, y compris le premier ministre Bhattarai, avaient fait de longs séjours en prison.

Les changements constitutionnels qui ont finalement été acceptés par le palais sont perçus par les divers partis comme un pas très important vers la démocratie. La nouvelle constitution stipule entre autres que la monarchie constitutionnelle du Népal est une démocratie multipartite ; l'État de près de 20 millions d'habitants demeure un «royaume hindou» (le roi Birendra se voulant une réincarnation du dieu Vishnou). Chacun est libre de pratiquer sa propre religion, mais il est toujours interdit de promouvoir la conversion religieuse ; certains partis de gauche auraient préféré un État népalais complètement sécularisé.

Le roi conserve le droit de dissoudre le parlement en cas d'urgence et l'armée, bien qu'elle relève officiellement du Conseil de défense nationale, lui reste fidèle dans les faits. La nouvelle constitution semble satisfaire la majorité des Népalais, encore qu'aux yeux de certains, elle ne garantisse pas suffisamment une totale liberté d'expression. Pour reprendre la formule du magazine de langue anglaise de Katmandou *Himal*, c'est une bonne constitution, mais elle pourrait être meilleure.

Bien que mise en cause durant les événements violents du début de 1990, la monarchie a depuis repris auprès de l'opinion publique, une légitimité très fragile. On n'entend plus de slogans hostiles au roi, comme c'était le

LA POLITIQUE EN HAUT LIEU

*Les sujets du royaume
du Népal vont aux urnes.*

PAR FRANÇOIS LAFRENIÈRE

cas dans les semaines ayant précédé la déclaration de Birendra qui légalisait les partis politiques. La majorité des Népalais voient dans la monarchie un élément indispensable à l'unité du Népal. La gauche compte toujours des factions anti-monarchistes mais la plupart des grands partis constatent que la monarchie demeure populaire au Népal, surtout chez les populations rurales qui forment plus de 90 p. 100 de l'électorat.

Symbole d'unité dans ce royaume himalayen morcelé suivant les ethnies et les groupes linguistiques, la monarchie du Népal se veut

protectrice de la religion hindoue, mais aussi garante de la souveraineté du royaume. Le palais accusait les partis d'être perméables aux ingérences des deux géants que le Népal a comme voisins. Le *Nepali Congress* était accusé d'être trop près des Indes, et les différents partis communistes, d'être trop influencés par la Chine. Comme il dépend de son voisin du Sud pour son commerce international, le Népal doit sans cesse subir les pressions politico-économiques des Indes qu'irrite tout rapprochement sino-népalais.

Ce sont les populations urbaines (moins de 10 p. 100 des Népalais) de la vallée de Katmandou qui constituaient le gros des forces du mouvement populaire. À quelques semaines du 12 mai 1991, date des premières élections multipartites depuis celles de 1959, le pays tout entier était en proie à une fièvre électorale. Les «recruteurs» des divers partis sillonnaient à pied les villages isolés de ce pays où une toute petite fraction de la population peut être rejointe par la route. Il n'était pas rare de voir des paysans détenir des cartes de partis différents. Le processus démocratique s'est heurté à un passé électoral sans pluralisme politique. Dans bien des cas, les cabales politiques ont provoqué des divisions profondes au sein de toutes petites localités.

La solidarité qui avait lié les divers partis durant la lutte clandestine s'est rapidement effritée dans les mois qui ont suivi, chacun voulant se distancier d'éventuels rivaux électoraux. Le *United Left Front*, par exemple, après s'être premièrement éloigné du *Nepali Congress*, s'est morcelé et compte une dizaine de factions communistes différentes, dominées par le *Male*. Le *Nepali Congress* est à la tête du gouvernement intérimaire multipartite et il a intégré dans ses rangs nombre d'anciens élus (y compris des critiques du régime *panchayat*). Le régime déchu a lui aussi produit un nouveau parti politique, le *National Democratic Party* ; déjà en proie à des luttes intestines, il s'est scindé en deux factions. Il existe également plusieurs partis régionaux, dont le plus important est sans doute celui du *Terai* qui conteste le pouvoir central de Katmandou. Chaque parti est représenté par un signe qui lui est propre (soleil, arbre, etc.), pour faciliter la publicité électorale et le processus de vote chez la population, en grande partie analphabète.

Pour ce qui est des résultats mêmes des élections, les principales surprises en ont été le score étonnamment maigre réalisé par le NCP dans la capitale, l'actuel premier ministre intérimaire et chef du NCP, M. Krishna Prasad Bhattarai, y a perdu son propre siège, et la débâcle plus ou moins complète des factions qui représentaient l'ancien régime *panchayat*. Le NCP a toutefois obtenu une mince majorité au parlement. Il devrait donc être chargé de former le gouvernement. C'est le parti communiste, *Male*, qui constitue le deuxième groupe parlementaire en nombre de députés.

Quant au patriarche Ganesh Man Singh, il a choisi de ne pas se présenter aux élections législatives, mais sa femme et son fils, qui s'étaient présentés à Katmandou sous la bannière du NCP, ont tous deux perdu face à des candidats communistes. Cette famille à l'image quelque peu ternie est maintenant la cible de dessins satyriques qui la représentent comme le père, la mère et le fils de la démocratie.

Les changements que devra inévitablement apporter le nouveau gouvernement suscitent de nombreux espoirs. Il ne sera pas facile de faire face à une population qui réclame les fruits promis de la démocratie (développement économique, alimentation, santé, éducation) sans trop savoir ce qu'ils devraient être, mais en les assimilant avant tout à une amélioration du niveau de vie. □